

Non, les Français ne se détournent pas de la démocratie

di Frédéric Gonthier e Nonna Mayer

Loin de traduire un rejet de la démocratie, la défiance politique actuelle révèle un décalage entre des attentes citoyennes élevées et des institutions peu réactives, analysent les politistes

A en croire certains, la démocratie française serait « fatiguée ». Abstention, défiance, montée des populismes... autant de signes d'une érosion des valeurs démocratiques, voire d'une dérive autoritaire. Ce diagnostic s'est imposé dans le débat public depuis une quinzaine d'années, mais il est trompeur. Nos données [*disponibles dans l'ouvrage collectif French Democracy in Distress, « la démocratie française en détresse », Palgrave Macmillan, 2025, non traduit*] racontent une tout autre histoire.

Les votes protestataires et les discours populistes ne prospèrent pas sur un rejet de la démocratie, mais sur le sentiment que la souveraineté populaire est entravée. Les mobilisations massives ignorées (plus de 1 million de manifestants contre la réforme des retraites, plus de 500 000 opposants à la proposition de loi Duplomb, 700 000 à la proposition de loi Yadan), les réformes adoptées sans véritable délibération, les dispositifs de participation citoyenne sans portée décisionnelle (convention citoyenne pour le climat, cahiers de doléances) ne peuvent qu'accréditer ce sentiment de dépossession politique. A chaque fois, la parole citoyenne est à peine écoutée et reste sans conséquence. C'est le cœur du problème français.

En réalité, les Françaises et les Français ne se détournent pas de la démocratie. Ils y restent massivement attachés, ils continuent de la considérer comme le meilleur régime politique. Ce n'est pas l'adhésion aux principes démocratiques qui se dégrade, c'est leur mise en œuvre qui est critiquée.

Ce décalage est bien documenté. Loin d'être résignés ou ambivalents, citoyennes et citoyens sont des démocrates insatisfaits. Ils ne rejettent pas la démocratie libérale,

c'est-à-dire l'Etat de droit, les libertés publiques et les élections. Ils contestent la manière dont celle-ci est pratiquée : une représentation socialement biaisée, un usage partisan des règles du jeu politique, et une souveraineté populaire confisquée par une pratique du pouvoir distante et déconnectée. Dans ces conditions, l'élection n'est plus perçue comme un horizon suffisant pour produire de la légitimité politique durable.

D'autant que la démocratie ne se réduit ni au vote ni aux libertés publiques. Elle inclut également la capacité à bénéficier d'une protection sociale effective. Toutes les enquêtes montrent là aussi que les attentes citoyennes en matière de réduction des inégalités et de renforcement des droits sociaux sont insatisfaites, surtout chez celles et ceux qui se sentent marginalisés socialement, qui sont politiquement les moins visibles et les moins audibles.

Dès lors, parler de fatigue démocratique revient à inverser le problème. L'attachement à la démocratie perdure, c'est la capacité des institutions et des gouvernants à la mettre en œuvre qui fait défaut. Là aussi, il est facile de se tromper de diagnostic. Dans les palmarès internationaux sur la qualité de la gouvernance démocratique, la France est plutôt bien notée. Comme en atteste sa neuvième position sur l'indice V-Dem en 2025. Mais les mesures agrégées masquent l'atrophie progressive des canaux de participation et d'influence citoyenne. Le point faible de la France reste le manque de mécanismes permettant aux gouvernés de peser réellement sur la décision publique.

Les alternatives existent pourtant. Depuis deux décennies, les innovations démocratiques se multiplient partout dans le monde : conventions citoyennes, budgets participatifs, dispositifs délibératifs, référendums d'initiative populaire... Ces innovations accompagnent la transformation des attentes citoyennes. Mieux, leur utilisation souvent combinée fait la preuve qu'il est institutionnellement possible d'hybrider ces différents instruments de gouvernance que sont la participation, la délibération, l'expertise... Or, en France, les innovations démocratiques sont le plus souvent neutralisées, ou cantonnées à un rôle consultatif. La participation est

organisée, mais la décision reste verrouillée. Une participation sans effet ne répare pas la défiance politique, au contraire : elle l'aggrave.

Partager le pouvoir

Ce blocage tient largement aux autorités politiques elles-mêmes. Partager le pouvoir, accepter l'incertitude de la délibération, ouvrir réellement la décision, cela suppose de renoncer à une part de contrôle ; ce à quoi, précisément, elles résistent. On reproche souvent aux partis politiques de ne plus jouer leur rôle de relais et d'organisation des doléances populaires. Pourtant, en critiquant les dysfonctionnements de la démocratie libérale, en promouvant des alternatives plus directes, participatives ou délibératives, plusieurs d'entre eux contribuent à mettre les enjeux de démocratie et de réforme des institutions au cœur du débat politique.

La vitalité démocratique dépasse d'ailleurs les seuls partis : bien que de plus en plus entravés, mouvements citoyens, syndicats et associations s'attachent à réinventer au quotidien les formes d'expression et d'action, faisant de la société civile un laboratoire du renouveau démocratique. La forte hausse de la participation lors des élections législatives anticipées de 2024 montre bien que les citoyennes et citoyens s'engagent électoralement quand ils perçoivent que leur implication peut réellement peser.

Le thème de la fatigue démocratique fonctionne donc comme un contre-feu commode mais intellectuellement paresseux. Il fait porter aux citoyennes et aux citoyens la responsabilité d'un malaise dont les causes sont largement institutionnelles. Il évite de poser la question la plus dérangeante : celle de la difficulté des gouvernants à intégrer la conflictualité sociale, à transformer la participation en décision et à réinventer les formes de la représentation. Continuer à parler de fatigue démocratique, c'est faire erreur sur le constat autant que sur le remède. La démocratie française ne manque pas de démocrates. Elle s'abîme dans le décalage entre des attentes populaires fortes et la surdité des élites politiques.

Frédéric Gonthier est professeur de science politique à Sciences Po Grenoble-université Grenoble-Alpes, rattaché au laboratoire Pacte-CNRS. Il travaille sur les liens entre systèmes de valeurs, attitudes à l'égard de la démocratie et partis politiques,

dans le cadre du programme DemoCIS ; Nonna Mayer est directrice de recherche émérite au CNRS, rattachée au Centre d'études européennes et de politique comparée de Sciences Po. Ses recherches portent sur les droites radicales populistes en Europe, le racisme et l'antisémitisme, et les transformations de la démocratie